

Ascoval: Saarstahl confirme l'abandon de son projet de transfert en Allemagne

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 48 minutes



L'entreprise a souligné le «succès» de «nombreux pourparlers» avec les autorités françaises. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN / AFP

Cette option avait été envisagée pour faire face à la hausse des prix de l'électricité.

Le groupe sidérurgique allemand Saarstahl a indiqué vendredi avoir renoncé au transfert en Allemagne d'une partie de la production de l'aciérie française Ascoval, dans le Nord, après l'avoir évoqué pour faire face à la hausse des prix de l'électricité, confirmant des informations communiquées jeudi soir par Bercy.

«Les réflexions concernant un éventuel transfert limité et temporaire de volumes ne sont plus poursuivies», a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Le groupe a souligné le «succès» de «nombreux pourparlers» avec «les clients, les fournisseurs, les membres du personnel», qui avaient au lieu en «collaboration avec les autorités françaises». La direction de Saarstahl, qui a racheté l'usine Ascoval à Saint-Saulve il y a quatre mois, avait, selon les syndicats, annoncé mardi le projet de délocalisation de 40% de sa production.

Colère de personnalités politiques

Le motif de la délocalisation était le renchérissement du coût de l'électricité, l'énergie principale utilisée sur ce site pour produire de l'acier, qui rendait le coût total de production supérieur à celui des usines fonctionnant au charbon en Allemagne. Saarstahl n'avait pas confirmé, affirmant n'avoir pris *«aucune décision»*, mais reconnu qu'il étudiait des *«options temporaires»* pour *«limiter les effets négatifs»* de cette hausse, quand ses hauts fourneaux en Allemagne tournent au charbon, bien moins cher.

L'annonce avait suscité la colère de nombreux élus politiques, et un branle-bas de combat au gouvernement pour maintenir coûte que coûte la production dans cette aciérie emblématique. *«L'État a pu sensibiliser l'ensemble des acteurs (...) pour que tout simplement il y ait une solution qui soit trouvée»*, s'est félicitée vendredi une source au sein du cabinet de la ministre de l'Industrie Agnes Pannier Runnacher.

Le compromis a été permis grâce à *«la renégociation des conditions contractuelles s'agissant des rails»*, a-t-elle encore indiqué. Le sujet était sensible, tant le sort d'Ascoval a mobilisé ces dernières années le gouvernement et Emmanuel Macron, à la fois comme ministre de l'Économie sous François Hollande, puis depuis son arrivée à l'Élysée.